

# Rapport annuel Jahresbericht

—  
2022



**POUVOIR JUDICIAIRE  
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

**Tribunal des mesures de contraintes TMC  
Zwangsmassnahmengericht ZMG**

---

## Table des matières

## Inhaltsverzeichnis

---

<b>1</b>	<b>Introduction</b>	<b>3</b>
<b>1.1</b>	<b>Tribunal des mesures de contrainte</b>	<b>4</b>
1.1.1	Partie générale	4

<b>1.1</b>	<b>Zwangsmassnahmengericht</b>	<b>9</b>
1.1.1	Allgemeiner Teil	9
1.1.2	Partie statistique / Statistischer Teil	14

---

# 1 Introduction

---

## Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Conformément à l'art. 101 al. 2 LJ, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2022 et confirmons que les données statistiques présentées dans ce rapport sont correctes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Fribourg, le 24 janvier 2023

Signatures

## 1.1 Tribunal des mesures de contrainte

### 1.1.1 Partie générale

#### 1.1.1.1 Compétences

Le Tribunal des mesures de contrainte ordonne la détention provisoire et la détention pour des motifs de sûreté et en contrôle la légalité. Il traite les procédures de levée de scellés. Il lui appartient également de décider, d'autoriser ou de refuser d'autres mesures de contrainte [surveillance de la correspondance par poste et télécommunication et par d'autres mesures techniques, IMSI-catcher, GovWare, investigation secrète (agent infiltré), requête d'anonymat, prélèvement d'échantillons lors d'enquêtes de grande envergure, recherche de personnes condamnées et recherches en cas d'urgence, etc.]. Il est également compétent pour statuer sur une demande d'examen des conditions de détention.

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, il statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire, en vertu de l'art. 74 LJ (détention administrative, mandat de perquisition, etc.).

Sa compétence s'étend à l'ensemble du canton. Il traite de cas s'appliquant tant aux majeurs qu'aux mineurs.

#### 1.1.1.2 Remarques générales

##### 1.1.1.2.1 Juges

#### Juges professionnels - équivalents plein temps EPT au 31.12.

Nom/Prénom	Fonction	2021	2022
Maradan Delphine	Juge	0.5	1
Pontelli-Barras Géraldine	Juge	0.5	0.6
Walter Sonja	Juge	0.5	0.6
<b>Total EPT au 31.12.</b>		<b>1.5</b>	<b>2.2</b>

Le soutien de la DSJS, du SJ, et du Conseil de la magistrature a permis d'augmenter en 2022 les taux d'activité des Juges d'un apport total de 0.7 EPT, réparti entre les trois Juges. Elles assurent dans le cadre de leur activité une permanence de 7 jours sur 7, toute l'année, permanence répartie proportionnellement à leur taux d'activité.

Le remplacement de la Juge Sonja Walter, en congé maternité jusqu'au 11 février 2022, a été assuré par la Juge ad hoc Cornelia Thalmann, Greffière-rapporteuse auprès du Tribunal cantonal, au taux de 10%, pour le traitement des affaires en allemand. Pour les affaires en français, le remplacement a été assuré par une augmentation du taux des Juges, répartie à l'interne entre les magistrates.

En remplacement de la Juge Géraldine Pontelli-Barras, en congé maladie du 11 octobre 2022 au 22 novembre 2022, le Conseil de la magistrature a nommé Sylvain Keller, Greffier au Tribunal des mesures de contrainte, en qualité de Juge ad hoc à 60%.

Au moment de fixer les objectifs du Tribunal des mesures de contrainte en 2011, les affaires n'étaient pas aussi nombreuses, les domaines de compétence moins étendus, et les procédures de levée de scellés, procédures complexes qui peuvent occuper le Magistrat durant plusieurs mois, voire des années, n'entraient pas en ligne de compte. Il ressort des statistiques des dernières années que le nombre, et le volume des affaires, notamment de scellés, et leur complexité, ne cessent d'augmenter. Tout comme celui des affaires contre le patrimoine qui ne cesse de croître et qui sont chronophages. Grâce au soutien de la DSJS, du SJ et du Conseil de la magistrature, que le Tribunal remercie vivement, les nouvelles ressources permettent au Tribunal des mesures de contrainte un meilleur fonctionnement.

---

## Juges suppléant-es au 31.12.2022

- > Adeline Corpataux
  - > Ludovic Farine
  - > Caroline Gauch
  - > Peter Stoller
- 

Adeline Corpataux, Caroline Gauch et Peter Stoller, Présidents de première instance, ainsi que Ludovic Farine, Greffier-rapporteur au Tribunal cantonal, sont juges suppléants. Durant l'année 2022, il a été fait appel à une reprise à Ludovic Farine pour traiter un dossier en français et à une reprise à Peter Stoller pour traiter un dossier en allemand. Le recours aux juges suppléants n'est possible qu'à titre exceptionnel, ceux-ci étant déjà très sollicités par leur propre fonction et charge. Le Tribunal des mesures de contrainte les remercie pour leur engagement et leur disponibilité, dans des délais très courts, malgré leurs activités professionnelles respectives.

### 1.1.1.2.2 Greffe et secrétariat

Équivalents plein temps EPT au 31.12.	2021	2022
Total EPT <b>Greffiers</b> (postes permanents)	0.8	1.5
Total EPT <b>Stagiaires juristes</b>	1	1
Total EPT <b>Collaborateurs administratifs</b> (postes permanents)	1	1.7
Total EPT <b>Apprentis collaborateurs administratifs (MPC3+1 et apprenti)</b>	0	2
<b>Total</b>	<b>2.8</b>	<b>6.2</b>

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, le poste de Greffier est passé de 0,8 EPT à 1.5 EPT, ce qui a apporté un soutien considérable au Tribunal. Le poste de Greffier est réparti entre deux collaborateurs, Renaud Chardonnens, engagé à 70%, et Sylvain Keller, engagé à 80%.

Au niveau du secrétariat, le poste d'1 EPT est passé à 1.7 EPT. Il est réparti entre trois collaboratrices, Sultan Ulukütük, engagée à 50%, Inès Garcia, engagée à 80%, lesquelles exercent leurs activités en français, et Nicole Boillat-Mayer, engagée à 40%, qui exerce son activité principalement en allemand.

S'y ajoutent un greffier-stagiaire et un stagiaire MPC 3+1 (maturité professionnelle commerciale, plus une année de stage). Depuis le 1<sup>er</sup> août 2022, un apprenti a pu être engagé. L'apport de ces personnes est certes utile, mais dès lors qu'elles sont en formation, et génèrent une forte rotation du personnel, elles nécessitent un travail d'encadrement non négligeable, tant par le personnel administratif que par les juges.

### 1.1.1.2.3 Locaux

S'agissant des locaux, des démarches sont toujours en cours pour un déménagement du Tribunal. Celui-ci est à l'étroit et ne dispose plus de place de réserve. Les bureaux ne sont pas fonctionnels et présentent des déficiences au niveau de la sécurité.

Surtout, les locaux ne sont pas pourvus d'une salle d'audition, outil indispensable au fonctionnement du Tribunal. Le Tribunal de l'arrondissement de la Sarine met certes une salle d'audience à disposition, selon ses disponibilités. Le

---

Tribunal a également la possibilité de siéger dans les locaux du Tribunal cantonal au cas où aucune salle ne serait disponible au Tribunal d'arrondissement. Enfin, il est possible d'utiliser la salle Covid, à Granges-Paccot. La solution actuelle assure le fonctionnement du Tribunal des mesures de contrainte dans des conditions conformes au droit, satisfait aux exigences de la Police (transport sécurisé, accès pour le fourgon cellulaire notamment, discrétion du transport du prévenu), garantit sécurité et discrétion, et offre aux avocats la possibilité de s'entretenir avec leurs clients dans des locaux sécurisés. Si cette solution est conforme au droit, elle implique néanmoins le déplacement systématique du juge et du collaborateur l'accompagnant, plusieurs fois par semaine, d'où une perte de temps et d'efficacité considérable. La grande accessibilité et la centralité des bureaux du Tribunal, ainsi que sa proximité avec le Ministère public, offrent en revanche l'avantage incontestable de permettre la transmission très rapide des dossiers judiciaires entre les autorités. D'entente avec la Direction, des démarches ont été entreprises pour trouver des locaux mieux adaptés, à proximité du Ministère public. Ces démarches n'ont toutefois pas encore abouti et seront poursuivies.

### 1.1.1.3 Activité juridictionnelle

#### 1.1.1.3.1 Remarques générales

Après une forte augmentation du nombre d'affaires en 2021, ce nombre a baissé et s'est stabilisé en 2022. Toutefois, depuis la création du Tribunal des mesures de contrainte en 2011, le nombre d'affaires enregistrées a toujours progressé, augmentant en moyenne de 30%, qui résulte de la comparaison entre la moyenne de 2012 à 2022, d'une part, et le chiffre de 2011, d'autre part.

Le Tribunal des mesures de contrainte remercie vivement la DSJS, le SJ et le Conseil de la magistrature du soutien apporté qui permet de juguler la charge de travail croissante. Compte tenu de la particularité du Tribunal, notamment de l'urgence des demandes de détention, impliquant leur traitement dans des délais légaux très courts (48 et 96 heures), il est relevé que les trois juges consacrent régulièrement une partie de leurs week-ends à la prise de décision et à leur rédaction, cas échéant avec tenue d'audience.

Pour sa 12<sup>ème</sup> année de fonction, le Tribunal des mesures de contrainte a été saisi de 718 nouvelles affaires (2021 : 830 ; 2020 : 634 ; 2019 : 688 ; 2018 : 672 ; 2017 : 897 ; 2016 : 915 ; 2015 : 759 ; 2014 : 777 ; 2013 : 797 ; 2012 : 735 ; 2011 : 574), en sus des 15 affaires pendantes au 31 décembre 2021, 8 affaires étaient pendantes au 31 décembre 2022. La nature des cas et le mode de liquidation sont illustrés en détail dans la partie statistique de ce rapport.

Sur les 718 (2021 : 830 ; 2020 : 634 ; 2019 : 688 ; 2018 : 672) affaires liquidées, 631 (2021 : 774 ; 2020 : 611 ; 2019 : 617 ; 2018 : 604) ont été traitées en français et 87 (2021 : 56 ; 2020 : 23 ; 2019 : 71 ; 2018 : 68) en allemand, soit 87.8% en français et 12.2% en allemand (soit une augmentation de 5% des dossiers en allemand par rapport à 2021). Tous les dossiers traités en allemand le sont intégralement par Sonja Walter, ce qui représente 49% des dossiers traités par Sonja Walter en 2022 (87 dossiers traités en allemand et 90 dossiers traités en français). 2 affaires (2021 : 2 ; 2020 : 1 ; 2019 : 8) ont été liquidées par les Juges suppléants. Le Tribunal des mesures de contrainte a tenu 77 audiences (2021 : 84 ; 2020 : 76 ; 2019 : 105 ; 2018 : 115 ; 2017 : 129 ; 2016 : 128).

#### 1.1.1.3.2 Affaires pénales

Le prononcé de la détention avant jugement et les demandes de prolongation et de libération de détention, l'autorisation des mesures de surveillance secrètes et les procédures de levée des scellés constituent les domaines d'activité principaux du Tribunal des mesures de contrainte. A l'instar du nombre d'affaires en général, après une année 2021 avec une forte augmentation, le nombre d'ordonnances en matière de détention semble s'être quelque peu stabilisé en 2022, tout en restant plus élevé que la moyenne des années précédentes (2022 : 448 ; 2021 : 539 ; 2020 : 417 ; 2019 : 438 ; 2018 : 425 ; 2017 : 573 ; 2016 : 525 ; 2015 : 442 ; 2014 : 462). Il en va de même en ce qui concerne le nombre d'ordonnances en matière de mesures de surveillance secrètes, notamment les surveillances téléphoniques (2022 : 145 ; 2021 : 159 ; 2020 : 141 ; 2019 : 160 ; 2018 : 152 ; 2017 : 245 ; 2016 : 283 ; 2015 : 234 ; 2014 : 206 ; 2013 : 232 ; 2012 : 229 ; 2011 : 144). Le nombre d'affaires de levée de scellés est de 7 pendantes au 31 décembre 2022, dont 4 ouvertes en 2022, 2 ouvertes en 2020 et 1 ouverte en 2019 (2021 : 4 ; 2020 : 2 ; 2019 : 2 ; 2018 : 2 ; 2017 : 3 ; 2016 : 1 ; 2015 : 3 ; 2014 :

---

1). Vu l'ampleur des dossiers et le nombre de documents à trier, le Juge devant se prononcer sur chaque pièce, ces procédures sont chronophages et demandent un énorme investissement. Les modifications du CPP, qui entreront en vigueur le 01.01.2024, prévoient une extension des personnes légitimées à demander les scellés et une extension des motifs permettant d'invoquer la pose de scellés. Le Tribunal des mesures de contrainte nourrit d'énormes craintes par rapport à ces modifications, vu que le traitement des scellés reste problématique.

En 2022, les ordonnances du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet de 21 (2021 : 26 ; 2020 : 30) recours auprès de la Chambre pénale du Tribunal cantonal. 7 recours à la Chambre pénale du Tribunal cantonal étaient pendants au 1<sup>er</sup> janvier 2022. Ainsi, sur les 28 jugements rendus par ladite Chambre pénale en 2022, 3 recours ont été admis, 3 recours ont été partiellement admis, 17 recours ont été rejetés, 3 recours ont été déclarés irrecevables et deux recours sont devenus sans objet. Aucune affaire n'a été déferée au Tribunal fédéral.

#### 1.1.1.3.3 Mesures de contrainte en droit des étrangers

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, le Tribunal des mesures de contrainte statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire. Principalement, il s'agit de contrôler la légalité et l'adéquation des détentions administratives ordonnées par le Service de la population et des migrants. Après une année 2020 marquée par une diminution du nombre de détentions administratives contrôlées par le Tribunal, puis une année 2021 marquée par une augmentation, le nombre de détentions contrôlées en 2022 a, à nouveau, légèrement diminué (2022 : 46 ; 2021 : 67 ; 2020 : 51 ; 2019 : 71 ; 2018 : 81 ; 2017 : 66 ; 2016 : 83 ; 2015 : 75, 2014 : 90, 2013 : 71, 2012 : 61). Le nombre d'assistance judiciaire demandées a par contre, quant à lui, fortement augmenté. Il a presque doublé en 2022, par rapport à 2021 ; étant précisé qu'en 2021, le nombre avait triplé par rapport à celui de 2020 (2022 : 62 ; 2021 : 39 ; 2020 : 12 ; 2019 : 16). Cette augmentation génère automatiquement une charge de travail supplémentaire non négligeable, et engendre une augmentation des demandes de contrôle de la légalité et de l'adéquation de la détention ordonnée. La détention étant ordonnée par une autorité administrative, il revient au Tribunal des mesures de contrainte de la contrôler.

En 2022, aucune décision du Tribunal des mesures de contrainte n'a fait l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal.

#### 1.1.1.4 Divers

La Juge Géraldine Pontelli-Barras fonctionne comme Vice-Présidente de la Commission de recours de l'Université de Fribourg. Elle est responsable de la formation du stagiaire MPC 3+1 et de l'apprenti, en collaboration avec les secrétaires formatrices.

La Juge Delphine Maradan représente le Tribunal auprès d'e-justice, du Dialogue Justice-Santé et de la Chaîne pénale.

La Juge Sonja Walter est responsable informatique pour le TMC.

Les trois juges prennent part à tour de rôle aux réunions des Tribunaux des mesures de contrainte romands, qui se réunissent une fois par année.

## 1.1 Zwangsmassnahmengericht

### 1.1.1 Allgemeiner Teil

#### 1.1.1.1 Zuständigkeit

Das Zwangsmassnahmengericht ordnet Untersuchungs- und Sicherheitshaft an und kontrolliert deren Rechtmässigkeit. In dessen Kompetenz fällt ebenfalls die Behandlung von Entsiegelungsverfahren. Weiter ist es zuständig für die Anordnung, Genehmigung oder Ablehnung anderer Zwangsmassnahmen [Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs und anderer technischer Massnahmen, IMSI-Catcher, GovWare, verdeckte Ermittlungen (verdeckte Ermittler), Anträge auf Anonymität, Probeentnahmen bei Grossfahndungen, Fahndungen verurteilter Personen, Überwachungsanordnungen in Fällen der Suche nach verurteilten oder vermissten Personen in einem Notfall etc.]. Es ist auch für die Behandlung von Anträgen auf Überprüfung von Haftbedingungen zuständig.

Unabhängig von seinen Befugnissen im Bereich des Strafrechts entscheidet es über Zwangsmassnahmen im Bereich des Ausländerrechts, wenn die Angelegenheit gemäss Art. 74 JG von einer richterlichen Behörde beurteilt werden muss (Administrativhaft, Durchsuchungsbefehl usw.).

Seine Zuständigkeit erstreckt sich auf den gesamten Kanton. Es befasst sich mit Fällen, die sowohl Erwachsene als auch Minderjährige betreffen.

#### 1.1.1.2 Allgemeine Bemerkungen

##### 1.1.1.2.1 Richter/-innen

#### **Berufsrichter/-innen - Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.**

<b>Name/Vorname</b>	<b>Funktion</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Maradan Delphine	Richterin	0.5	1
Pontelli-Barras Géraldine	Richterin	0.5	0.6
Walter Sonja	Richterin	0.5	0.6
<b>Total VZÄ am 31.12.</b>		<b>1.5</b>	<b>2.2</b>

Dank der Unterstützung der SJSD und des Justizrates konnten die Stellenprocente der Richterinnen um 0,7 VZÄ erhöht werden, diese wurden intern unter den drei Richterinnen aufgeteilt. Die Richterinnen stellen einen Pikettdienst von 7 auf 7 Tagen, während des ganzen Jahres sicher. Die Anzahl der Pikettdienst wird proportional zu ihrem Beschäftigungsgrad aufgeteilt.

Als Ersatz für Richterin Sonja Walter, welche sich bis zum 11. Februar 2023 im Mutterschaftsurlaub befand, wurde Frau Cornelia Thalmann, Gerichtsschreiber-Berichterstatterin am Kantonsgericht, zu einem Beschäftigungsgrad von 10 % für die Behandlung der deutschen Fälle ernannt. Die Behandlung der französischen Gesuche wurde intern unter den Richterinnen – durch Stellenprozenterhöhungen – sichergestellt.

Als Ersatz für Géraldine Pontelli-Barras, welche vom 11. Oktober 2022 bis zum 22. November 2022 krankgeschrieben war, hat der Justizrat Sylvain Keller, Gerichtsschreiber am Zwangsmassnahmengericht, zum Richter ad-hoc zu einem Beschäftigungsgrad von 60% ernannt.

Als im Jahr 2011 die Aufgabenbereiche des Zwangsmassnahmengerichts festgelegt wurden, gab es anzahlmässig weniger Gesuche, die Zuständigkeitsbereiche waren weniger umfangreich und die Entsiegelungsverfahren wurden nicht berücksichtigt. Entsiegelungsverfahren sind komplexe Verfahren, die einen Magistraten über mehrere Monate, respektive Jahre, beschäftigen können. Aus den Statistiken der letzten Jahre geht hervor, dass die Anzahl und der Umfang,



der Gesuche, namentliche der Entsiegelungsgesuche, sowie die Komplexität der Fälle stets zunehmen. Dies kann ebenfalls in Bezug auf die Fälle der Vermögensdelikte, welche ebenfalls stets zunehmen und immer zeitaufwändiger werden, festgestellt werden. Dank der Unterstützung der SJSD und des Justizrates, für welche sich das Zwangsmassnahmengericht in aller Form bedankt, ist festzuhalten, dass die dem Gericht zugeteilten neuen Ressourcen die Funktionsweise des Gerichts erheblich erleichtern.

---

### Ersatzrichter/-innen am 31.12.2022

- > Adeline Corpataux
  - > Ludovic Farine
  - > Caroline Gauch
  - > Peter Stoller
- 

Die an erstinstanzlich tätigen Gerichtspräsidenten Adeline Corpataux, Caroline Gauch und Peter Steller sowie Ludovic Farine, Gerichtsschreiber-Berichterstatter am Kantonsgericht, sind die Ersatzrichter des Zwangsmassnahmengerichts. Im Jahr 2022 wurde Ludovic Farine einmal für die Behandlung eines Dossiers in französischer Sprache und Peter Stoller einmal für die Behandlung eines Dossiers in deutscher Sprache beigezogen. Der Einsatz der Ersatzrichter ist nur in Ausnahmefällen möglich, da diese bereits durch ihre eigenen Funktionen und Ämter stark beansprucht werden. Das Zwangsmassnahmengericht dankt den Ersatzrichtern für Ihre Bereitschaft, trotz ihrer jeweiligen beruflichen Tätigkeiten, stets kurzfristig zur Verfügung zu stehen.

#### 1.1.1.2.2 Gerichtsschreiberei und Sekretariat

<b>Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Total VZÄ <b>Gerichtsschreiber/innen</b> (Festanstellung)	0.8	1.5
Total VZÄ <b>Juristische Praktikanten/Praktikantinnen</b>	1	1
Total VZÄ <b>Verwaltungsmitarbeitende</b> (Festanstellung)	1	1.7
Total VZÄ <b>Auszubildende Verwaltungsmitarbeitende (M3+1 und der Auszubildende)</b>	0	2
<b>Total</b>	<b>2.8</b>	<b>6.2</b>

Seit dem 1. Januar 2022 wurde die Gerichtsschreiberstellenprozentage von 0,8 VZÄ auf 1,5 VZÄ erhöht, was für das Funktionieren des Gerichts eine erhebliche Entlastung ist. Die Gerichtsschreiberstellenprozentage wurden zwischen zwei Personen - Renaud Chardonnens, zu 70% und Sylvain Keller, zu 80% - aufgeteilt.

Die Sekretariatsstellenprozentage wurden von 1 VZÄ auf 1,7 VZÄ erhöht. Die Stellenprozentage wurden auf drei Personen aufgeteilt: Sultan Ulukütük und Inès Garcia üben ihre Tätigkeit in französischer Sprache zu je 50% und 80 % aus. Nicole Boillat-Mayer übt ihre Tätigkeit hauptsächlich in deutscher Sprache, zu 40%, aus.

Das Zwangsmassnahmengericht wird ausserdem von einem Gerichtsschreiber-Praktikanten sowie von einem Praktikanten des Ausbildungsganges «3+1» (kaufmännische Berufsmaturität mit einem Jahr Praktikum) unterstützt. Seit dem 1. August 2022 bietet es zudem einen Ausbildungsplatz für einen Lehrling an. Der Beitrag dieser auszubildenden Personen ist sehr nützlich, da sie sich jedoch in Ausbildung befinden und eine hohe Personalfuktuation erzeugen, erfordern sie ein erhebliches Mass an zusätzlichem Personalmanagement seitens des Verwaltungspersonals und der Richterinnen.

---

### 1.1.1.2.3 Räumlichkeiten

In Bezug auf die Lokalitäten, werden nach wie vor Schritte unternommen, um den Standort des Gerichts zu verlegen. Die aktuellen Räumlichkeiten sind beengt, verfügen über keinerlei Reserveplätze, sind wenig funktional und weisen Mängel im Bereich der Sicherheit auf.

Der aktuelle Standort umfasst keinen Verhandlungssaal, welcher für das reibungslose Funktionieren des Gerichts unabdingbar wäre. Das Bezirksgericht der Saane stellt dem Zwangsmassnahmengericht, je nach Verfügbarkeiten, Verhandlungssäle zur Verfügung. Das Zwangsmassnahmengericht hat auch die Möglichkeit, in den Räumlichkeiten des Kantonsgerichts zu tagen, falls beim Bezirksgericht der Saane kein Saal zur Verfügung steht. Schliesslich besteht ebenfalls die Möglichkeit, den «COVID-Saal» in Granges-Paccot zu reservieren. Die aktuelle Lösung erlaubt ein gesetzesmässiges Funktionieren des Gerichts. Sie entspricht auch den sicherheitspolizeilichen Anforderungen bei der Zuführung der Häftlinge (gesicherter Transport, geschützter Zugang für den Gefangenentransport), gewährleistet Sicherheit und Diskretion und ermöglicht den Anwälten, sich mit ihren Mandanten in einem abgetrennten Raum zu besprechen. Auch wenn diese Lösung gesetzeskonform ist, weist sie den grossen Nachteil auf, dass sich die Richterinnen und Protokollführer mehrmals pro Woche verschieben müssen, was mit einem beträchtlichen Zeit- und Effizienzverlust verbunden ist. Andererseits ermöglicht die gute Erreichbarkeit, die zentrale Lage und die räumliche Nähe zur Staatsanwaltschaft eine sehr rasche Aktenübermittlung zwischen den Behörden, was einen unbestreitbaren Vorteil darstellt. Im Einvernehmen mit der Direktion wurden Schritte eingeleitet, um besser geeignete Räumlichkeiten in der Nähe der Staatsanwaltschaft zu finden. Diese Bemühungen waren noch nicht von Erfolg gekrönt und werden fortgesetzt.

### 1.1.1.3 Gerichtstätigkeit

#### 1.1.1.3.1 Allgemeine Bemerkungen

Nach einer starken Zunahme der Anzahl der Gesuche im Jahr 2021 hat sich deren Anzahl im Jahr 2022 verringert und stabilisiert. Seit der Gründung des Zwangsmassnahmengerichts im Jahr 2011 ist die Anzahl der registrierten Fälle jedoch stets gestiegen und hat sich im Gesamtdurchschnitt um 30% erhöht. Diese Prozentzahl ergibt sich aus dem Vergleich des Durchschnitts der Jahreszahlen zwischen 2012 bis 2022 auf der einen Seite und der Anzahl der Gesuche im Jahr 2011 auf der anderen Seite.

Das Zwangsmassnahmengericht dankt der SJSD und dem Justizrat für deren Unterstützung. Dank der zusätzlich gewährten Ressourcen, ist die stets zunehmende Arbeitsbelastung des Gerichts besser zu bewältigen. Angesichts der Besonderheit des Gerichts, insbesondere der Dringlichkeit im Rahmen von Haftanträgen, die innerhalb sehr kurzer gesetzlicher Fristen (zwischen 48 und 96 Stunden), bearbeitet werden müssen, widmen die drei Richterinnen regelmässig einen Teil ihrer Wochenenden für Urteilsfällungen und die Redaktion der Entscheide, gegebenenfalls mit Anhörung.

In seinem zwölften Tätigkeitsjahr wurden beim Zwangsmassnahmengericht 718 neue Angelegenheiten registriert (2021: 830; 2020: 634, 2019: 688; 2018: 672; 2017: 897; 2016: 915; 2015: 759; 2014: 777; 2013: 797; 2012: 735; 2011: 574). Zusätzlich zu den 15 Fällen, die am 31. Dezember 2021 hängig waren, waren am 31. Dezember 2022 8 Fälle hängig. Die Rechtsnatur dieser Angelegenheiten und deren Erledigungsart ergeben sich aus dem statistischen Teil dieses Berichts.

Von den 718 (2021: 830; 2020:634; 2019: 688; 2018: 672) erledigten Angelegenheiten waren 631 (2021: 774; 2020: 611; 2019: 617; 2018: 604) in französischer und 87 (2021: 56; 2020: 23; 2019: 71; 2018: 68) in deutscher Sprache zu behandeln, das heisst 87.8% auf Französisch und 12.2% auf Deutsch (d.h. ein Anstieg der deutschen Fälle um 5% im Vergleich zu 2021). Alle deutschen Dossiers wurden vollständig von Sonja Walter bearbeitet. Dies entspricht 49% der Fälle, die Sonja Walter im Jahr 2022 bearbeitet hat (87 bearbeitete Fälle auf Deutsch und 90 bearbeitete Fälle auf Französisch). 2 Fälle (2021: 2; 2020: 1; 2019: 8) wurden von den Ersatzrichtern erledigt. Obwohl das Zwangsmassnahmengericht im Jahr 2022 weniger Fälle als im Jahr 2021 verzeichnete, hielt es 77 Anhörungen ab (2021: 84; 2020: 76; 2019: 105; 2018: 115; 2017: 129; 2016: 128).

---

#### 1.1.1.3.2 Strafsachen

Die Anordnung von Untersuchungshaft, Sicherheitshaft und die Anordnung von Ersatzmassnahmen sowie die Genehmigung geheimer Überwachungsmassnahmen stellen die hauptsächlichen Tätigkeitsbereiche des Zwangsmassnahmengerichts dar.

Nach einem starken Anstieg im Jahr 2021 stabilisierte sich die Anzahl der Gesuche im Allgemeinen, sowie die Anzahl der Gesuche im Strafverfahren im Jahr 2022 wieder (2022: 448; 2021: 539; 2020: 417; 2019: 438; 2018: 425; 2017: 573; 2016: 525; 2015: 442; 2014: 462). Gleich verhält es sich mit der Anzahl geheimer Überwachungsmassnahmen, insbesondere den Telefonüberwachungen (2022: 145; 2021: 159; 2020: 141; 2019: 160; 2018: 152; 2017: 245; 2016: 283; 2015: 234; 2014: 206; 2013: 232; 2012: 229; 2011: 144). Am 31. Dezember 2020 waren 7 Entsiegelungsverfahren hängig, wovon vier im Jahr 2022, zwei im Jahr 2020 und 1 im Jahr 2019 eröffnet worden sind (2021: 4; 2020: 2; 2019: 2; 2018: 2; 2017: 3; 2016: 1; 2015: 3; 2014: 1). Angesichts des Aktenumfangs und der Anzahl der zu analysierenden Dokumente, wobei der Richter über jedes Aktenstück entscheiden muss, sind diese Entsiegelungsverfahren zweitaufwändig und verlangen einen enormen Einsatz. Der Entwurf der Änderung der StPO sieht eine Erweiterung der Gründe für die Berufung auf Siegelungsverfahren vor: neu könnte ein Geschäfts- oder Privatgeheimnis geltend gemacht werden. Weiter wurde die Erweiterung des persönlichen Anwendungsbereichs für Siegelungsverfahren vorgesehen. Das Zwangsmassnahmengericht äussert in Bezug auf diesen Gesetzesentwurf und in Bezug auf die Erweiterung des Anwendungsbereichs der Siegelungsverfahren seine grosse Besorgnis.

Im Jahr 2022 ist gegen 21 Verfügungen des Zwangsmassnahmengerichts in Strafsachen Beschwerde bei der Strafkammer des Kantonsgerichts eingereicht worden (2021: 26; 2020: 30). 7 Beschwerden an die Strafkammer des Kantonsgerichts waren am 1. Januar 2022 hängig. Auf die 28 gefällten Urteile der Strafkammer wurden: 3 Beschwerden gutgeheissen, 3 Beschwerden teilweise gutgeheissen, 17 Beschwerden abgewiesen, 3 Beschwerden als unzulässig erklärt und 2 Beschwerden als gegenstandslos abgeschrieben. Es wurden keine Beschwerden an das Bundesgericht eingereicht.

#### 1.1.1.3.3 Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist. Dabei geht es hauptsächlich darum, die Rechtmässigkeit und Angemessenheit der vom Amt für Bevölkerung und Migration (BMA) angeordneten verwaltungsrechtlichen Haft zu überprüfen. Nach einem Jahr 2020, das durch einen Rückgang der vom Gericht kontrollierten Administrativhaft gekennzeichnet war, und einem Jahr 2021, das durch einen Anstieg gekennzeichnet war, ging die Anzahl der 2022 kontrollierten Haftanordnungen erneut leicht zurück (2022: 46; 2021: 67; 2020: 51; 2019: 71; 2018: 81; 2017: 66; 2016: 83; 2015: 75; 2014: 90; 2013: 71; 2012: 61). Die Zahl der Gesuche für unentgeltliche Rechtspflege ist hingegen stark angestiegen. Sie hat sich 2022 im Vergleich zu 2021 fast verdoppelt; wobei zu beachten ist, dass sich die Zahl 2021 im Vergleich zu 2020 verdreifacht hatte (2022: 62; 2021: 39; 2020: 12; 2019: 16). Diese massive Erhöhung der Anzahl der eingereichten Gesuche im Ausländerrecht verursacht eine konsequente erhöhte Arbeitsbelastung seitens des Gerichts, da die Überprüfung der Rechtmässigkeit der Haftanordnung in dessen Aufgabenbereich fällt.

Im Jahr 2022 wurde gegen keinen ausländerrechtlichen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts Beschwerde an das Kantonsgericht erhoben.

#### 1.1.1.4 Verschiedenes

Die Richterin Géraldine Pontelli-Barras ist Vizepräsidentin der Rekurskommission der Universität Freiburg. Sie ist zudem, gemeinsam mit den zuständigen Sekretärinnen, für die Ausbildungsbegleitung des Lehrlings sowie des Praktikanten des Lehrgangs «3+1» zuständig.

Die Richterin Delphine Maradan vertritt das Gericht in den Arbeitsgruppen «e-Justice», « Dialogue Justice-Santé » und in der „Chaine pénale“.

Die Richterin Sonja Walter ist die Informatikverantwortliche des Gerichts.

---

Die drei Richterinnen nehmen abwechselungsweise an den Treffen der französischsprachigen Zwangsmassnahmengerrichte teil, die einmal jährlich stattfinden.

## 1.1.2 Partie statistique / Statistischer Teil

### 1.1.2.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2021	2022
Affaires pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	9	15
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	830	711
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	830	718
ordonnance / Verfügung	830	718
par un autre moyen / auf andere Weise	0	0
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	10	8

### 1.1.2.2 Langue des affaires liquidées / Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten

	2019	2020	2021	2022
Français / Französisch	617	611	774	631
Allemand / Deutsch	71	23	56	87
<b>Total</b>	<b>688</b>	<b>634</b>	<b>830</b>	<b>718</b>

### 1.1.2.3 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

#### 1.1.2.3.1 Affaires pénales / Strafsachen

	2021	2022
<b>Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>830</b>	<b>610</b>
Détention pénale adultes / strafprozessuale Haft Erwachsene	539	448
Détention pénale mineurs / strafprozessuale Haft Minderjährige	17	12
Surveillance de la correspondance par poste et télécommunication / Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs	159	145
Garantie de l'anonymat / Zusicherung der Anonymität	0	2
Levée des scellés / Entsiegelung	5	2
Prélèvement d'échantillons ADN en masse / DNA-Massenuntersuchungen	0	1
Investigation secrète / verdeckte Ermittlung	2	0
Cautionnement préventif et divers / Friedensbürgschaft	0	0
Divers / Diverses	0	0

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2021	2022
Admission / Gutheissung	419	340
Admission partielle / teilweise Gutheissung	87	74
Rejet / Abweisung	19	28
Irrecevabilité manifeste / offensichtliche Unzulässigkeit	0	0
Retrait / Rückzug	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	14	19
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an die zuständige Behörde	0	0
Classé sans suite / ohne Folge klassiert	0	0
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	0
Mesures de surveillance autorisées / Überwachungsmaßnahmen genehmigt	159	143
Mesures de surveillance pas autorisées / Überwachungsmaßnahmen nicht genehmigt	0	2
Mesures de surveillance partiellement autorisées / Überwachungsmaßnahmen teilweise genehmigt	0	0
Retrait / Rückzug	0	0
Mesures de surveillance devenues sans objet ou demande irrecevable / Überwachungsmaßnahmen gegenstandslos geworden oder Gesuch unzulässig	0	0
Garantie de l'anonymat autorisée / Zusicherung der Anonymität bewilligt	0	2
Levée des scellés autorisée / Entsiegelung bewilligt	0	0
Levée des scellés partiellement autorisée / Entsiegelung teilweise bewilligt	1	2
Levée des scellés refusée / Entsiegelung verweigert	4	0
Investigation secrète autorisée / verdeckte Ermittlung genehmigt	2	0
Cautionnement préventif ordonné ou refusé / Friedensbürgschaft angeordnet/verweigert	0	0

#### 1.1.2.3.2 Recours à la Chambre pénale du Tribunal cantonal / Beschwerden an die Strafkammer des Kantonsgerichts

	2021	2022
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	7
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	26	21
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	26	28
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / Erledigungsweise	2021	2022
Admission / Gutheissung	4	3
Admission partielle / teilweise Gutheissung	1	3
Rejet / Abweisung	20	17
Retrait / Rückzug	0	0
Irrecevable / Nichteintreten	0	3
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	1	2

#### 1.1.2.3.3 Mesures de contrainte en droit des étrangers / Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

	2021	2022
<b>Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>108</b>	<b>108</b>
Détention administrative / administrativrechtliche Haft	67	45
Autres mesures de contrainte administratives / andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen	2	1
Assistance judiciaire / unentgeltliche Rechtspflege	39	62
Réclamation / Einsprache	0	0

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2021	2022
Détention administrative confirmée / Genehmigung der Administrativhaft	39	20
Détention administrative refusée / Nichtgenehmigung der Administrativhaft	1	3
Détention adm. sans procédure orale confirmée / Bestätigung Administrativhaft ohne mündl. Verhandlung	22	15
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	4	6
Autres mesures de contrainte admin. accordées ou confirmées / andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen gewährt oder bestätigt	0	1
Autres mesures de contrainte admin. irrecevables ou sans objet / andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen unzulässig oder gegenstandslos	2	0
Mesure partiellement admise / Massnahme teilweise bestätigt	0	1
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	39	62
AJ (avec avocat) refusé / URP (mit Anwalt) verweigert	0	0
AJ (avec avocat) sans objet / URP (mit Anwalt) gegenstandslos	0	0
Réclamation admise ou rejetée / Einsprache gutgeheissen oder abgewiesen	0	0

#### 1.1.2.3.4 Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgericht

	2021	2022
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	1	0
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	1	0
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / Erledigungsweise	2021	2022
Admission / Gutheissung	0	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0
Rejet / Abweisung	1	0
Retrait / Rückzug	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	1	0

#### 1.1.2.3.5 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2021	2022
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	0	0
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	0	0
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / Erledigungsweise	2021	2022
Admission / Gutheissung	0	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0
Rejet / Abweisung	0	0
Irrecevable ou retrait / Nichteintreten oder Rückzug	0	0